



## Le médico-social, un parent « pauvre » de plus, oublié par l'État...

Il aura fallu attendre le 28 mars 2020 pour que la préfecture daigne enfin approvisionner certains établissements du médico-social en masques de protection. En effet, le personnel relève chaque jour le défi d'encadrer plusieurs dizaines de résident-es, en situation de handicap ou non, confiné-es en structure d'accueil. Les autres équipements de protection (lunettes, blouses...) manquent encore dans bon nombre de structures.

Cela fait 12 jours que nos collègues travaillent dans une ambiance totalement anxiogène autant pour les résident-es accueilli-es que pour les personnels. Les établissements du médico-social sont, au même titre que les EHPAD, des bombes à retardement.

Cela fait 12 jours que les professionnels doivent faire face à des consignes contradictoires, souvent incohérentes, émanant de leurs directions, les mettant en danger ainsi que les populations -à risques- accueillies.

Il aura également fallu attendre le 20 mars dernier au matin, pour voir la fermeture effective -très tardive- des ESAT suite aux directives du ministère, alors que tous les professionnels dénonçaient l'absurdité du maintien de leur ouverture dès le vendredi 13 mars. Que de temps perdu et de mise en danger scandaleuse des populations accueillies, quand on connaît leur fragilité due à de multiples et diverses pathologies !

L'attitude contradictoire de l'ARS dans ses directives, envers les responsables associatifs et d'établissements, a beaucoup contribué à la gestion catastrophique de ce début de crise.

La remontée de données statistiques étant semble-t-il la préoccupation première des ARS, bien loin de la réalité du terrain, des difficultés rencontrées par les travailleuses et travailleurs qui au quotidien prennent un risque vital pour eux, leur famille et leurs proches dans le seul but de préserver la santé des publics pour lesquels ils et elles s'investissent chaque jour et s'investiront encore pendant de très nombreuses années.

Aujourd'hui, en cette période de crise, les dirigeants semblent découvrir l'importance du « travailleur social » (comme l'importance des soignant-es) et de son investissement quotidien. Ils oublient le mépris pour ces mêmes travailleuses et travailleurs sociaux exprimé à travers le gel, entre autres, des salaires de tous les personnels. Estiment-ils qu'une revalorisation de 11 centimes sur 20 ans de la valeur du point est à la hauteur de l'investissement quotidien de ces professionnels ?

Le médico-social, au même titre que le sanitaire, doit faire face depuis des années à de très nombreuses réformes qui n'ont qu'un seul but, sa marchandisation. Nous nous alarmons lorsque nous constatons aujourd'hui ce que ce processus de marchandisation a entraîné dans le domaine de la santé : l'impossibilité pour les hôpitaux de faire face à une crise sanitaire majeure. Est-ce ce l'avenir du secteur Médico-social ?

Nous demandons :

- la réquisition du matériel à usage unique dormant dans tous les secteurs qui en utilisent (masques FFP2, tenues de protection à Usage Unique, lunettes de protections, etc. etc....) au lieu d'obliger ces secteurs à reprendre une activité qui ne cadre pas avec l'urgence sanitaire... Nous demandons que ce matériel soit mis à disposition immédiatement auprès des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux mais aussi auprès des personnels libéraux et des personnels de l'aide à domicile

-la priorité aux tests de dépistage du COVID pour toute personne exposée et pour l'ensemble du personnel soignant et des travailleurs sociaux au contact du public.

A Caen le 3 avril 2020